

**Bon Ramadan à
TOUTES et à TOUS !**

BIMENSUEL NIGÉRIEN
D'ANALYSE D'OPINION
ET DE RÉFLEXION

N° 409 DU 09 JUILLET 2013

PRIX : 300 FCFA

Ouvrir les portes de l'avenir...

Alternative

REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

Rien à attendre !

MALI : KOULOUBA 2013



Oumar Mariko :
**L'homme de
la situation**

(p.6)

PROBLÉMATIQUE DE L'INDÉPENDANCE
ÉNERGÉTIQUE AU NIGER

**« Une centrale diesel
pour le Niger n'est pas
un choix pertinent... »**

déclare l'ingénieur énergétique Albert Wright (p.4)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FENIFOOT :

Le point de non retour

EGYPTE

**Islam, politique et
ingérences extérieures**

Une réflexion de Samir Amin (p.4)

Cette semaine

FOOTBALL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FENIFOOT :

Le point de non retour

Le Président sortant de la Feni-foot le Colonel Djibrilla Hima Hamidou est sur un point de retour avec la tenue le 20 juillet 2013, de l'Assemblée Générale Elective de la Fenifoot et cela malgré la récusation des Com-mission Electorales et de Re-cours de la Fenifoot par les quatre candidats à la présidence de la Fenifoot.

Pendant qu'une partie de l'opinion sportive conteste la légitimité des membres de ces Commissions dont la composition viole les textes de la Fifa et de la Fenifoot, cette dernière a visiblement fait un point d'honneur de tenir son assemblée générale au mépris des textes en vigueur et des voix discordantes qui appellent au respect des statuts et du code électoral.

A l'heure actuelle toute la machine élec-torale a été mise en marche pour un plé-biscite du Président Pelé à Agadez pour

un second mandat de 4 ans, seul candidat à sa succession, puisque les quatre candi-dats ont dans une conférence de presse en date du 03 juillet 2013, déclaré ne pas prendre part à ces élections taillées sur mesure.

Au même moment, nous apprenons que des mandats ont été signés au nom de cer-taines personnes n'appartenant pas à des clubs. Si tel est le cas, il faut comprendre que les intentions du bureau actuel de la Fenifoot, c'est tout simplement d'appli-quer la politique de « diviser pour mieux régner ».

En atteste selon des documents à notre disposition où un club de 1ère Division de Zinder, s'est vu son mandat établi au nom d'une personne supposée être mem-bre dudit club, alors que le Président ac-tuel du club avait officiellement envoyé son mandat à la Fenifoot pour l'Assem-blée Générale d'Agadez.

Dieu seul sait combien de clubs sont dans cette situation où les vrais délégués se ver-ront remplacer par des faux délégués. Ce qui rappelle les combines d'un autre temps auxquelles sont habituées certaines

personnes aujourd'hui proches du candi-dat Pelé.

En tout cas tout ce meli mélo auquel s'adonne la Fenifoot ne fera que l'enfon-cer davantage dans une crise profonde aux conséquences désastreuses pour le football au Niger.

C'est pourquoi, il est urgent d'interpeller le Ministère en charge des sports pour que l'on mette fin définitivement à la ca-poralisation du football nigérien pris en tenailles par un clan qui veut s'éterniser au perchoir de la Fenifoot.

Il est donc important pour la fédération de se remettre en cause avec ces Commis-sions objet de contestation et de litige.

Selon certaines sources le Comité Sportif nigérien(COSNI) via le Ministère des Sports a entrepris des démarches pour parvenir à la mise en place des Commis-sions Electorales et de Recours consen-suels. Tout semble croire qu'une issue heureuse sera trouvée à cette crise. Espé-rons que les responsables de la Fenifoot sauront jouer franc jeu.

Chaibou Boubakar

HUMOUR !!!

Bêtisier des Policiers

(Il s'agit d'extraits de rapports de police qui ont été publiés dans une revue annuelle des policiers).

- Dans ce conflit, le rôle des forces de l'ordure a été déter-minant...

- C'est alors que le suspect a eu l'audace de s'endormir pen-dant que nous l'interrogeons.

- Interrogé par nos soins, l'homme a alors menacé de nous répondre si on continuait à l'interroger...

- Le garçon de café était une femme...

- L'homme nous raconta toute la vérité qui n'était qu'un tissu de mensonges.

- L'homme a refusé de reconnaître qu'il nous avait menti en affirmant qu'il était mort.

- Le prévenu a attendu d'avoir fini son repas pour com-mencer une grève de la faim.

- Face à face avec son adversaire, l'homme le prit en traître par derrière...

- Le cadavre de l'homme qui nous a été présenté corres-pondait bien à la description de la femme qui avait été vue par les différents témoins.

- Seule l'autopsie pourra dire si l'homme est encore vivant...

- Dès que l'homme fut abattu, nous avons pu procéder à son interrogatoire.

- On ignore les raisons qui ont poussé le désespéré à se faire assassiner...

MOTS CROISES

Horizontalement

1-Boisson acidulée. 2-Durée. Article. En chair. 3-Maîtrisés. Précise un choix. 4-Petit barbu. C'est comme lui. Centre d'études. 5-N'est pas affirmatif. Prénom d'homme. 6-C'est une charge pour le baudet. Altère la perle. 7-Le faire c'est produire une vive impression. 8-Recommandés pour une bonne flambée. Abrège les longueurs. 9-Nettoyées à fond. 10-Jouer des fers. Le briquet s'en contente.

Verticalement

1-Fermer avec une serrure mobile. 2-Nullement atten-due. 3-Coupe en deux. Se prépare à faire bonne impres-sion. 4-Genre de musique. Prendre fin. 5-Instrument en boîte. 6-Sans lui, pas de campagne ! 7-A vous comme à moi. C'est lui qu'on écoute. 8-Le coeur gros. Cruels et brutaux. 9-Qui concerne le chien. Associe. 10-Projetée au dehors. Dont il ne faut plus attendre un grand service.



Alternative

Fm

99.4 Mhz

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Alternative

EDITION BIMENSUELLE
Siège Quartier poudrière
BP : 10948 Niamey - Tel : (227) 20 74 24 39
Site web : www.alternativeniger.org

DIRECTEUR DE PUBLICATION : AT Moussa TCHANGARI
RÉDACTEUR EN CHEF : Albert CHAIBOU
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Wilfrid MAMA
CONSEILLERS À LA RÉDACTION : Souley ADJI, M. Sani ADAMOU, Saïdou ARJI.

COMITÉ DE RÉDACTION
Abba HASSANE, Albert CHAIBOU, Arimi ABBA KIARI, Boubacar CHAIBOU, HB Tchernon, Mamane Sani Adamou, Moussa TCHANGARI, Souley ADJI, Wilfrid MAMA, Diori IBRAHIM.

REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

Rien à attendre !

Le remaniement ministériel qu’on chuchoté depuis plusieurs jours et dont une certaine presse en fait ses choux gras, semble selon certaines sources proches du pouvoir faire l’objet de multiples tractations politiques. Le Président de la République «chan-tre d’un gouverne-ment d’union nationale» (sic) fait dit-on, des pieds et des mains pour convaincre l’opposition à y faire son entrée.

Le MNSD Nassara qui, dans une déclaration ren-due publique le 19 juin dernier, n’est pas allée du dos de la cuillère pour présenter un ta-bleau sombre de la gestion du pouvoir semble avoir annoncé ainsi sa position.

Après avoir dénoncé avec force «*des violations répétées de la Constitu-tion, des pratiques mafiieuses dans la gestion de l’Etat, l’abandon de la poli-tique d’affirmation de la souveraineté nationale et celui des secteurs sociaux*» de base, il serait incohérent pour ce parti d’accepter de partager la responsabilité d’un tel bilan, et difficile de justifier une quel-conque volte face de sa part , fut elle au nom de « l’unité natio-nale »». Selon notre source, la CDS Rahama de Mahamane Ousmane qui sort affaibli d’une bataille juridique avec l’aile d’Ab-dou Labo, ministre de l’Intérieur, n’aurait demandé rien moins qu’une dissolution du parlement dont elle conteste la légitimité de-puis que ses listes au scrutin lé-gislatif ont été invalidées par le Conseil constitutionnel de la Transition.

Pour Mahamane Ousmane, il faut d’abord réparer cette injus-tice faite à son parti avant de dis-cuter d’autres choses. C’est dire que les deux grosses têtes de l’op-position ne sont pas prêtes à faire leur entrée dans un gouverne-ment de « consensus ». Mais n’al-lons pas vite en besogne, car les

politiciens nigériens nous ont tel-lement habitués à leur cirque où ils rivalisent d’habilité à retour-ner leur veste. Il n’est donc pas exclu de voir demain certains éléments de l’opposition accepter la main tendue d’Issoufou, sur-tout au nom de « l’unité natio-nale » !

Sous l’ère du « tazarcé » n’avions nous pas assisté au refus de mi-nistres de certains partis alliés du MNSD Nassara, de respecter le mot d’ordre de leur formation politique intimant de quitter le gouvernement pour ne pas cau-tionner une violation de la Constitution. Nous avons encore en mémoire ce pont de MNSD Nassara, aujourd’hui puissant mi-nistre et chef d’un parti membre de la coalition au pouvoir, qui a accepté en pleine crise politique, le poste de Premier ministre, à lui proposé, par le Président de la 3ème République.

L’histoire politique du Niger de ces dernières décennies fourmille d’exemples de ce type. C’est dire que les Nigériens sont habitués au revirement spectaculaire de leur classe politique. Combien de combinaisons n’avons-nous pas connues aussi bien dans les al-liances du pouvoir comme de l’opposition, où des “forces dites de changement” se sont coali-sées à des forces, qualifiées hier par les premières de “rétro-grades”, pour devenir ensemble des “forces démocratiques” ou

de redressement de la démocratie et blabla.

En vérité, les remaniements mi-nistériels au Niger n’ont jamais changé la donne. Ils n’ont dans la plupart des cas, servi qu’à alimen-ter des commentaires dans la presse où on parle plus de ceux qui ont changé de place autour du gâteau, de ceux qui ont quitté la mangeoire et de ceux qui en font leur entrée.

Si le Président de la République veut remanier le gouvernement, c’est sans doute pour mieux doper l’action de l’exécutif avec une équipe d’hommes et de femmes à même de répondre aux défis qu’il a promis de relever au cours de son mandat. Mais que constatons-nous dans la réalité ? Le choix des membres de l’équipe chargée de conduire l’ac-tion du gouvernement se fait tou-jours sur la base du partage politique avec des quotas répartis entre alliés où les plus grands sont les mieux servis, puis à l’in-térieur de chaque parti, des quo-tas de régions avant de laisser une portion congrue à ce qu’on ap-pelle la société civile et les autres dont on pourrait exploiter politi-quement l’allégeance. Malheureu-sement, c’est ce schéma qui a toujours guidé nos dirigeants dans la gestion du pouvoir. Pire, il arrive même que le premier ma-gistrat du pays ferme les yeux sur de lourdes charges de corruption ou de détournement de deniers

publics dont se seraient rendus coupables certains ministres. Des exemples sont légion sous les différents régimes qui se sont succédés à la tête du pays. Le plus récent nous est servi par la VIIème République où des mi-nistres du parti au pouvoir, impli-qués dans des affaires sombres d’attributions irrégulières de mar-chés publics et de corruption, ont été éjectés de leurs postes avant d’être récupérés comme conseil-lers à la présidence avec... rang de ministres !

Le comble, c’est que c’est au Pa-lais présidentiel que l’impunité tant décriée dans les discours fait son nid.

Que dire donc de la volonté du Président Issoufou de donner un grand coup de balai dans son en-tourage comme nous l’a dit notre source ? Va-t-il cette fois-ci sévir en chassant la « vermine » de son pouvoir et avoir le courage de la livrer à la justice ? Même au sein du parti qui l’a porté à la tête du pays, beaucoup de gens n’y croient guère, pour la simple rai-son que leur chef qu’ils appe-laient affectueusement « Zaki » (le lion en hausa) semble s’être mué, à l’épreuve du pouvoir, en un « pantin » entre les mains d’un allié « maître chanteur », trop imbu de sa position de “faiseur de roi”.

Albert CHAIBOU

SUITE À LA FERMETURE DU BUREAU DE COOPÉRATION DU CANADA AU NIGER...

Des employés nigériens réclament leurs droits

Les travailleurs du staff local, au nombre de trois, après plusieurs échanges épistolaires avec le Directeur des services aux employés locaux , pour lui faire part du versement total de leurs droits , conformé-ment aux textes en vigueur au Niger, disent ne pas comprendre l’indifférence du Ministère cana-dien des Affaires Etrangères qui n’aurait pas daigné y répondre. Ces employés réclament le paie-ment du préavis, celui d’une in-demnité de retard de paiement et le paiement des droits addition-nels aux droits légaux.

Du préavis, ils invoquent l’article 82 du Code du travail du Niger qui stipule : « Pendant la durée de préavis l’employeur et le travailleur sont tenus au respect de toutes les obligations réciproques qui leur incombent. En vue

Le gouvernement canadien a fermé définitivement le 28 septembre 2012 le Bureau de son ambassade au Niger suite à un « examen stratégique et fonc-tionnel du coût de ses programmes ». Plus d’un an après cette fermeture, des employés nigériens attendent, disent-ils, d’entrer dans tous leurs droits.

de la recherche d’un autre emploi le tra-vailleur bénéficie pendant la durée du préavis d’un jour de liberté par semaine pris à son choix globalement ou heure payé à plein salaire....». Ils estiment que le Ministère canadien des Af-faires Etrangères ne leur a pas donné le “jour par semaine” sti-pulé par le code du travail, par conséquent n’a pas respecté les termes du préavis.

Concernant le retard dans le paie-ment de leurs droits, les employés considèrent que du moment où le Ministère canadien des Affaires Etrangères a attendu jusqu’au 5 décembre 2012, soit deux (2) mois après la fermeture du Bu-reau de Niamey pour verser cer-tains droits au staff local, il y’a lieu de réclamer le paiement d’une compensation pour le non paiement de leurs droits de dé-part le 28 septembre 2012.

Pour le paiement des droits addi-tionnels, ils réclament au moins six mois de salaires, en se fondant sur des exemples d’organisations comme l’Agence Canadienne pour le Développement Interna-tional (ACDI) et d’autres qui au-raient versé en de pareilles

circonstance ces droits à leurs employés licenciés pour raison économique.

Tout en reconnaissant les cir-constances particulières qui ont entouré la fermeture de son bu-reau à Niamey, le Ministère cana-dien des Affaires Etrangères dit avoir respecté les droits de ces employés. D’abord en accordant à tous une période de préavis to-talisant un peu plus de 2 mois, dans la mesure où l’avis de fer-meture du bureau de l’ambassade leur a té annoncé le 11 juillet 2012.

Concernant l’indemnité de dé-part, l’employeur estime qu’il a respecté la loi locale et les condi-tions d’emploi des employés re-crutés sur place pour le Niger. Par conséquent, il n’a aucun dé-dommagement à offrir, puisque les paiements ont été effectués à temps, sans retard et qu’il n’y a pas de comparaison à faire entre des consultants d’une unité gérée par l’ACDI et des employés re-crutés sur place par lui. A travers ces arguments, le Ministère cana-dien estime avoir répondu aux préoccupations de ces employés. Une façon bien diplomatique de leur dire « *Circulez, y’a rien de plus pour vous !* ». Mais les employés eux, ne l’entendent pas de cette oreille. Ils comptent aller plus loin. (Affaire à suivre...)

A.C

EGYPTE

Islam, politique et ingérences extérieures*

L’armée intervient le 3 juillet dernier pour renverser le président Mohamed Morsi le premier président d’Egypte démocratiquement élu. Ce coup d’Etat est aujourd’hui diversement apprécié à travers le monde. Nous publions ici un extrait d’une réflexion menée sur l’Islam politique dans ce grand pays du célèbre économiste et écrivain franco-égyptien Samir Amin

Les Frères musulmans constituent la seule force politique dont le régime avait non seulement toléré l’existence, mais dont il avait soutenu activement l’épanouissement. Sadate et Moubarak leur avaient confié la gestion de trois institutions fondamentales : l’éducation, la justice et la télévision. Les Frères musulmans n’ont jamais été et ne peuvent pas être « modérés », encore moins « démocratiques ». Leur chef - le mourchid (traduction arabe de « guide » - Führer) est autoproclamé et l’organisation repose sur le principe de la discipline et de l’exécution des ordres des chefs, sans discussions d’aucune sorte. La direction est constituée exclusivement d’hommes immensément riches (grâce, entre autre, au soutien financier de l’Arabie Saoudite, c’est-à-dire de Washington), l’encadrement par des hommes issus des fractions obscurantistes des classes moyennes, la base par des gens du peuple recrutés par les services sociaux de charité offerts par la confrérie (et financés toujours par l’Arabie Saoudite), tandis que la force de frappe est constituée par les milices (les baltaguis) recrutés dans le lumpen.

Les Frères musulmans sont acquis à un système économique basé sur le marché et totalement dépendant de l’extérieur. Ils sont en fait une composante de la bourgeoisie compradore. Ils ont d’ailleurs pris position contre les grandes grèves de la classe ouvrière et les luttes des paysans pour conserver la propriété de leur terre. Les Frères musulmans ne sont donc « modérés » que dans le double sens où ils ont toujours refusé de formuler un programme économique et social quelconque et que, de fait, il ne remettent pas en cause les politiques néo-libérales réactionnaires, et qu’ils acceptent de facto la soumission aux exigences du déploiement du contrôle des États-Unis dans le monde et dans la région. Ils sont donc des alliés utiles pour Washington (y-a-t-il un meilleur allié des États-Unis que l’Arabie Saoudite, patron des Frères ?) qui leur a décerné un « certificat de démocratie » !

Mais les États-Unis ne peuvent avouer que leur stratégie vise à mettre en place des régimes « islamiques » dans la région. Ils ont besoin de faire comme si « cela leur faisait peur ». Par ce moyen, ils légitiment leur « guerre permanente au terrorisme », qui poursuit en réalité d’autres objectifs : le contrôle militaire de la planète destiné à réserver aux États-Unis-Europe-Japon l’accès exclusif aux ressources. Avantage supplémentaire de cette duplicité : elle permet de mobiliser « l’islamophobie » des opinions publiques. L’Europe, comme on le sait, n’a pas de stratégie particulière à l’égard de la région et se contente de s’aligner au jour le jour sur les décisions de Washington. Il est plus que jamais néces-

saire de faire apparaître clairement cette véritable duplicité de la stratégie des États-Unis, dont les opinions publiques – manipulées avec efficacité – sont dupes. Les États-Unis, (et derrière eux l’Europe) craignent plus que tout une Égypte réellement démocratique qui, certainement, remettrait en cause son alignement sur le libéralisme économique et la stratégie agressive des États-Unis et de l’OTAN. Ils feront tout pour que l’Égypte ne soit pas démocratique et, à cette fin, soutiendront, par tous les moyens, mais avec hypocrisie, la fausse alternative Frères musulmans qui ont montré n’être qu’une minorité dans le mouvement du peuple égyptien pour un changement réel.

La collusion entre les puissances impérialistes et l’Islam politique n’est d’ailleurs ni nouvelle, ni particulière à l’Égypte. Les Frères musulmans, depuis leur création en 1927 jusqu’à ce jour, ont toujours été un allié utile pour l’impérialisme et le bloc réactionnaire local. Ils ont toujours été un ennemi féroce des mouvements démocratiques en Égypte. Et les multimilliardaires qui assurent aujourd’hui la direction de la Confrérie ne sont pas destinés à se rallier à la cause démocratique ! L’Islam politique est tout également l’allié stratégique des États-Unis et de leurs partenaires subalternes de l’OTAN à travers le monde musulman. Washington a armé et financé les Talibans, qualifiés de « héros de la liberté » (« Freedom Fighters ») dans leur guerre contre le régime national populaire dit « communiste » (avant et après l’intervention soviétique). Lorsque les Talibans ont fermé les écoles de filles créées par les « communistes », il s’est trouvé des « démocrates » et même des « féministes » pour prétendre qu’il fallait « respecter les traditions » !

En Égypte, les Frères musulmans sont désormais épaulés par le courant salafiste (« traditionaliste »), tout également largement financé par les pays du Golfe. Les Salafistes s’affirment extrémistes (wahabites convaincus, intolérants à l’égard de tout autre interprétation de l’Islam) et sont à l’origine des meurtres systématiques perpétrés contre les Coptes. Des opérations difficiles à imaginer sans le soutien tacite (et parfois davantage de complicité) de l’appareil d’État, en particulier de la Justice, largement confiée aux Frères musulmans. Cette étrange division du travail permet aux Frères musulmans de paraître modérés ; ce que Washington feint de croire. Il y a néanmoins des luttes violentes en perspective au sein des courants religieux islamistes en Égypte. Car l’Islam égyptien historique dominant est « soufi » dont les confréries rassemblent aujourd’hui 15 millions de fidèles. Islam ouvert, tolérant, insistant sur la conviction individuelle plutôt que sur la pratique des rites (« il y a autant de voies vers Dieu que d’individus » disent-ils), le soufisme égyptien a toujours été tenu en suspicion par les pouvoirs d’État, lesquels, néanmoins, maniant la carotte et le bâton, se gardaient d’entrer en guerre ouverte contre lui. L’Islam wahabite du Golfe se situe à ses antipodes : il est archaïque, ritualiste, conformiste, ennemi déclaré de toute interprétation autre que la sienne, laquelle n’est que répétitive des textes, ennemie de tout esprit critique – assimilé au Diable. L’Islam wahabite a déclaré la guerre au soufisme qu’il veut « extirper » et compte sur l’appui des autorités du pouvoir pour y parvenir. En réaction, les soufistes d’aujourd’hui sont laïcisants, sinon laïques ; ils appellent à la séparation entre la religion et la politique (le pouvoir d’État et celui des autorités religieuses reconnues par lui, l’Azhar). Les soufistes sont des alliés du mouvement démocratique. L’introduction de l’Islam wahabite en Égypte a été amorcée par Rachid Reda dans les années 1920 et repris par les Frères musulmans dès 1927. Mais il n’a pris toute sa vigueur qu’après la seconde guerre mondiale lorsque la rente pétrolière des pays du

Golfe, soutenus par les États-Unis en conflit avec la vague de libération nationale populaire des années 1960, a permis d’en démultiplier les moyens financiers.

La stratégie des États-Unis : le modèle pakistanais

Les trois puissances qui ont dominé la scène moyen-orientale au cours de toute la période de reflux (1967-2011) sont les États-Unis, patron du système, l’Arabie Saoudite et Israël. Il s’agit là de trois alliés intimes. Ils partagent tous les trois la même hantise de l’émergence d’une Égypte démocratique. Car celle-ci ne pourrait être qu’anti-impérialiste et sociale, prendrait ses distances à l’égard du libéralisme mondialisé, condamnerait l’Arabie Saoudite et les pays du Golfe à l’insignifiance, réanimerait la solidarité des peuples arabes et imposerait la reconnaissance de l’État palestinien par Israël.

L’Égypte est une pièce angulaire dans la stratégie états-unienne de contrôle de la Planète. L’objectif exclusif de Washington et de ses alliés Israël et l’Arabie Séoudite est de faire avorter le mouvement démocratique en Égypte et, à cette fin, veulent imposer un « régime islamique » dirigé par les Frères Musulmans, qui est le seul moyen pour eux de perpétuer la soumission de l’Égypte. Le « discours démocratique » d’Obama n’est là que pour tromper les opinions naïves, celles des États-Unis et de l’Europe en premier lieu.

On parle beaucoup, pour donner une légitimité à un gouvernement des Frères musulmans (« ralliés à la démocratie ! »), de l’exemple turc. Mais il ne s’agit là encore que de poudre aux yeux. Car l’armée turque, qui reste présente dans les coulisses, bien que certainement non démocratique et de surcroît un allié fidèle de l’OTAN, reste la garantie de la « laïcité » en Turquie. Le projet de Washington, ouvertement exprimé par Hilary Clinton, Obama et les think tanks à leur service, s’inspire du modèle pakistanais : l’armée (« islamique ») dans les coulisses, le gouvernement (« civil ») assumé par un (ou des) parti islamique « élu ». Évidemment, dans cette hypothèse, le gouvernement « islamique » égyptien serait récompensé pour sa soumission sur l’essentiel (la non remise en cause du libéralisme et des soit disant « traités de paix » qui permettent à Israël la poursuite de sa politique d’expansion territoriale) et pourrait poursuivre, en compensation démagogique, la mise en œuvre de ses projets « d’islamisation de l’État et de la politique », et les assassinats des Coptes ! Belle démocratie que celle conçue à Washington pour l’Égypte. L’Arabie Séoudite soutient évidemment avec tous ses moyens (financiers) la mise en œuvre de ce projet. Car Ryad sait parfaitement que son hégémonie régionale (dans le monde arabe et musulman) exige la réduction de l’Égypte à l’insignifiance. Et le moyen est « l’islamisation de l’État et de la politique » ; en fait, une islamisation à la wahabite, avec tous ses effets – entre autres celui de dévoiements fanatiques à l’égard des Coptes et d’une négation des droits à l’égalité des femmes.

Cette forme d’islamisation est-elle possible ? Peut être, mais au prix de violences extrêmes. La bataille est conduite sur l’article 2 de la constitution du régime déchu. Cet article qui stipule que « la sharia est la source du droit », est une nouveauté dans l’histoire politique de l’Égypte. Ni la constitution de 1923, ni celle de Nasser ne l’avaient imaginé. C’est Sadate qui l’a introduit dans sa nouvelle constitution, avec le soutien triple de Washington (« respecter les traditions » !), de Ryad (« le Coran tient lieu de Constitution ») et de Jérusalem (« l’État d’Israël est un État juif »).

Le projet des Frères Musulmans demeure la mise en place d’un Etat théocratique, comme en témoigne leur attachement à l’article 2 de la Constitution de Sadate/Moubarak. De surcroît le pro-

gramme le plus récent de l’organisation renforce encore cette vision passéiste par la proposition de mise en place d’un « Conseil des Ulémas » chargé de veiller à la conformité de toute proposition de loi aux exigences de la Sharia. Ce conseil constitutionnel religieux, est l’analogue de celui qui, en Iran, contrôle le « pouvoir élu ». Le régime est alors celui d’un super parti religieux unique et tous les partis qui se revendiqueraient de la laïcité deviennent « illégaux ». Leurs partisans, comme les non Musulmans (les Coptes), sont, de ce fait, exclus de la vie politique. En dépit de tout cela les pouvoirs à Washington et en Europe font comme si on pouvait prendre au sérieux la récente déclaration des Frères « renonçant » au projet théocratique (sans modifier leur programme !), une déclaration opportuniste mensongère de plus. Les experts de la CIA ne savent-ils donc pas lire l’arabe ? La conclusion s’impose : Washington préfère le pouvoir de Frères, qui leur garantit le maintien de l’Égypte dans leur giron et celui de la mondialisation libérale, à celui de démocrates qui risqueraient fort de remettre en question le statut subalterne de l’Égypte. Le Parti de la Justice et de la Liberté, créé récemment et inspiré visiblement du modèle turc, n’est guère qu’un instrument des Frères. Les Coptes y seraient admis (!), ce qui signifie qu’ils sont invités à accepter l’Etat musulman théocratique consacré par le programme des Frères, s’ils veulent avoir le droit de « participer » à la vie politique de leur pays. Passés à l’offensive, les Frères Musulmans créent des « syndicats », des « organisations paysannes » et une kyrielle de « partis politiques » revêtant des noms divers, dont le seul objectif est de diviser les fronts unis ouvriers, paysans et démocratiques en voie de construction, au bénéfice, bien entendu, du bloc contrérévolutionnaire.

Le mouvement démocratique égyptien sera-t-il capable d’abroger cet article dans la nouvelle constitution à venir ? On ne peut répondre à cette question que par un retour sur un examen des débats politiques, idéologiques et culturels qui se sont déployés dans l’histoire de l’Égypte moderne.

On constate en effet que les périodes de flux sont caractérisées par une diversité d’opinions ouvertement exprimées qui relèguent la « religion » (toujours présente dans la société) à l’arrière-plan. Il en fut ainsi pendant les deux tiers du XIXe siècle (de Mohamed Ali au Khédivé Ismaïl). Les thèmes de la modernisation (dans une forme de despotisme éclairé plutôt que démocratique) dominant alors la scène. Il en fut de même de 1920 à 1970 : l’affrontement est ouvert entre les « démocrates bourgeois » et les « communistes » qui occupent largement le devant de la scène jusqu’au nassérisme. Celui-ci abolit ce débat pour lui substituer un discours populiste pan arabe, mais simultanément « modernisant ». Les contradictions de ce système ouvrent la voie au retour de l’Islam politique. On constate, en contrepoint, que dans les phases de reflux la diversité d’opinions s’efface, laissant la place au passéisme prétendu islamique, qui s’octroie le monopole du discours autorisé par le pouvoir. De 1880 à 1920 les Britanniques ont construit cette dérive, entre autre par la condamnation à l’exil (en Nubie, pour l’essentiel) de tous les penseurs et acteurs modernistes égyptiens formés depuis Mohamed Ali. Mais on remarquera aussi que « l’opposition » à cette occupation britannique se range également dans cette conception passéiste. La Nahda (inaugurée par Afghani et poursuivie par Mohamed Abdou) s’inscrit dans cette dérive, associée à l’illusion ottomaniste défendue par le nouveau Parti Nationaliste de Moutapha Kemal et Mohammad Farid. Que cette dérive ait conduit vers la fin de l’époque aux écrits ultra-réactionnaires de Rachid Reda, repris par Hassan el Banna, fondateur des Frères

(*Le titre est de la rédaction)
musulmans, ne devrait pas surprendre.

Il en est de même encore dans la période de reflux des années 1970-2010. Le discours officiel du pouvoir (de Sadate et de Moubarak), parfaitement islamiste (la preuve : l’introduction de la Sharia dans la constitution et la délégation de pouvoirs essentiels aux Frères musulmans), est également celui de la fausse opposition, la seule tolérée, celle du discours des mosquées. L’article 2 peut paraître de ce fait, bien solidement ancré dans la « conviction » générale (la « rue » comme on se plaît à dire, par imitation du discours état-sunien). On ne saurait sous-estimer les effets dévastateurs de la dépolitisation mise en œuvre systématiquement pendant les périodes de reflux. La pente n’est jamais facile à remonter. Mais cela n’est pas impossible. Les débats en cours en Égypte sont axés – explicitement ou implicitement – sur cette question de la prétendue dimension « culturelle » du défi (en l’occurrence islamique). Indicateurs positifs : il a suffi de quelques semaines de débats libres imposés dans les faits pour voir le slogan « l’islam est la solution » disparaître dans toutes les manifestations au bénéfice de revendications précises sur le terrain de la transformation concrète de la société (liberté d’opinion, de formation des partis, syndicats et autres organisations sociales, salaires et droits du travail, accès à la terre, école et santé, rejet des privatisations et appel aux nationalisations etc.) Signe qui ne trompe pas : aux élections des étudiants, l’écrasante majorité (80%) des voix données aux Frères musulmans il y a cinq ans (lorsque seul ce discours était accepté comme prétendue opposition) a fait suite à une chute des Frères dans les élections d’avril à 20% ! Mais l’adversaire sait également organiser la riposte au « danger démocratique ». Les modifications insignifiantes de la constitution (toujours en vigueur !) proposées par un comité constitué exclusivement d’islamistes choisis par le conseil suprême (l’armée) et adoptées à la hâte en avril par referendum (23% de « non », mais une majorité de « oui », forcée par les fraudes et un chantage massif des mosquées) ne concernent évidemment pas l’article 2. Des élections présidentielles et législatives sont prévues pour septembre / octobre 2011. Le mouvement démocratique se bat pour une « transition démocratique » plus longue, de manière à permettre à ses discours d’atteindre véritablement les masses désemparées. Mais Obama a choisi dès les premiers jours de l’insurrection : une transition brève, ordonnée (c’est à dire sans remise en cause des appareils du régime) et des élections (donnant une victoire souhaitée aux Islamistes). Les « élections » comme on le sait, en Égypte comme ailleurs dans le monde, ne sont pas le meilleur moyen d’asseoir la démocratie, mais souvent celui de mettre un terme à la dynamique des avancées démocratiques.

Un dernier mot concernant la « corruption ». Le discours dominant du « régime de transition » place l’accent sur sa dénonciation, associée de menaces de poursuites judiciaires (on verra ce qu’il en sera dans les faits). Ce discours est certainement bien reçu, en particulier par la fraction sans doute majeure de l’opinion naïve. Mais on se garde d’en analyser les raisons profondes et de faire comprendre que la « corruption » (présentée comme une déviance morale, façon discours moralisant étatsunien) est une composante organique nécessaire à la formation de la bourgeoisie. Non seulement dans le cas de l’Égypte et dans les pays du Sud en général, s’agissant de la formation d’une bourgeoisie compradore dont l’association aux pouvoirs d’État constitue le seul moyen pour son émergence. Je soutiens qu’au stade du capitalisme des monopoles généralisés, la corruption est devenue un élément constitutif organique de la reproduction du modèle d’accumulation : le prélèvement de la

(Suite page 8)

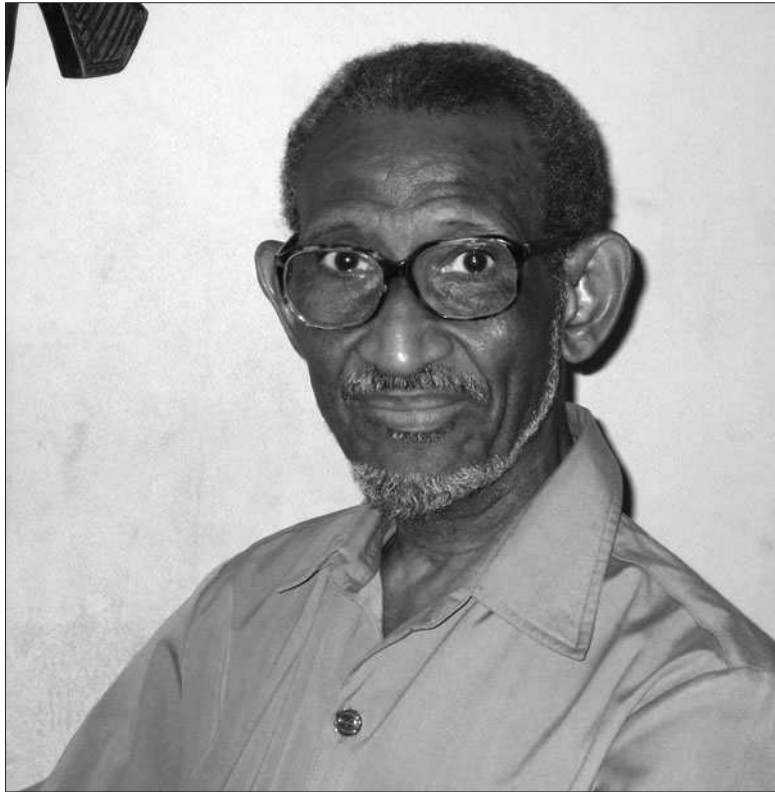
PROBLÉMATIQUE DE L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE AU NIGER

« Une centrale diesel pour le Niger n'est pas un choix pertinent... », déclare l'ingénieur énergétique Albert Wright

Les longues semaines de coupures d'énergie électrique enregistrées ces dernières semaines, particulièrement dans les régions de Niamey, Tillabéry et Dosso, ont relancé de vifs débats sur la problématique de l'indépendance énergétique de notre pays. Pour le gouvernement, le début de solution viendrait avec la centrale thermique en construction à Gorou Banda, (non loin de Niamey). Pour en savoir davantage sur ce projet, nous avons approché l'ingénieur énergétique Albert Wright, ancien collaborateur du Professeur Abdou Moumouni à l'Office de l'énergie solaire de 1972 à 1985.

Dans le cadre de la bataille pour l'indépendance énergétique de notre pays, le gouvernement a lancé un projet de réalisation d'une centrale thermique d'une puissance de 100 MW à Gorou Banda. En tant que spécialiste du sujet, pensez-vous que c'est à terme la solution au problème énergétique du Niger ?

Je dirai oui et non. Mais d'avantage non ! D'où vient le projet de la centrale de Gorou banda ? Franchement je n'en connais pas très bien l'historique. Il y'a dans nos pays l'erreur de ne pas faire assez de communication. On vient de le vivre avec la crise énergétique. On ne sait pas trop ce qui se passe. Mais quand même, j'ai rencontré le Directeur de l'ONERSOL, afin qu'il me dise s'il a été associé au choix de ce projet. Et il m'a certifié qu'il n'y a pas été associé. Tout comme moi d'ailleurs. Or, lorsqu'un gouvernement prend la décision d'implanter une centrale de cette importance pour couvrir les besoins du pays, il est nécessaire de procéder au préalable à une large concertation, notamment avec toutes les compétences du pays, afin de s'assurer qu'on n'est pas en train de faire un mauvais



Albert Wright, toute une vie au service du solaire

choix. Et moi je pense sincèrement que construire en 2013 une centrale diesel de 100 MW, ce n'est pas un choix pertinent dans un pays comme le Niger qui dispose de tant de potentiel solaire. Ce choix, dis-je, n'est pas judicieux tant du point de vue économique qu'environnemental.

Au plan économique va, selon le ministère en charge du dossier, « produire annuellement 500 gigawatts (GW). » Je sais que pour produire un (1) GW électrique, il faut environ 250 tonnes de gasoil. C'est dire que le fonctionnement de cette centrale, même si on minore à 240 tonnes par GW en cas de performance des machines, va nécessiter 130.000 tonnes de gasoil par an. Même lorsqu'on prend le litre de gasoil qui se vend à la pompe à environ 540f à Niamey à 500f, en considérant que l'Etat ne paie pas les taxes y afférentes, le fonctionnement de la centrale va coûter, rien qu'en carburant, environ 52 milliards de francs CFA chaque année.

Au coût du carburant, il faut aussi ajouter celui des lubrifiants. Pour ce dernier, selon les spécialistes (ingénieurs électriciens), il faut compter à peu près 15% du coût du carburant. Sans compter les coûts d'exploitation, les charges diverses qui peuvent s'élever au moins à environ 12%, le personnel...etc. A tout ceci il faut ajouter l'entretien et le renouvellement du parc car un moteur, ça s'use. Et en général, c'est calculé pour des durées de vie de 15 ans. Autrement dit, tous les 15 ans il faudra faire face à des

charges, soit de changement de pièces de rechange, soit pour tout ou partie du système. Ainsi les charges annuelles d'exploitation vont être environ de l'ordre de 80.000.000.000 FCA, soit pratiquement l'équivalent du coût de la centrale elle-même.

Calculez cela sur six (6) ou sept (7) ans. Vous aurez beaucoup de mal à rentabiliser votre centrale, surtout si votre intention, comme nous l'a dit le ministre de l'énergie est « de maintenir un coût acceptable de vente du KW. » Si vous vendez 500GW d'électricité annuelle produite par la centrale à 79F le KW, je ne fais pas le calcul sur la base des 79,25 FCFA comme c'est le cas actuellement, vous allez encaisser 39,5 milliards. Alors, regardez un peu l'écart pour ne pas dire l'anomalie : vous brûlez 52 milliards de gasoil, pour encaissez environ 40 milliards. Pensez-vous que c'est judicieux ? NON !

Dans ce contexte, cela signifie que le déficit sera supporté, soit avec le budget de l'Etat, ou nécessairement en augmentant le prix du KW. Et pour rentabiliser une centrale diesel, il faudrait vendre le KW au moins à 180 F, soit plus de deux (2) fois son coût actuel.

Et sur le plan environnemental ?

Au plan environnemental, les dégâts seront également sans nul doute énormes. Vous savez que les pays industrialisés ont pollué la planète avec le rejet par leurs usines de gaz à effet de serre : Co2, So2...etc., et que

suite à cela, nous sommes en train de vivre la dégradation du climat. Il y'a eu la conférence de Rio à laquelle d'ailleurs le Niger est partie prenante, et nous avons aussi signé le protocole de Kyoto dans lequel nous avons pris des engagements, peut-être pas dans le court terme, la production de gaz nocifs à l'environnement, tels que le gaz carbonique. Or, une centrale comme celle de Gorou banda rejetterait beaucoup de Co2, résultat de la combustion du diesel. La centrale de Gorou Banda va brûler environ 356 tonnes de gasoil par jour, soit l'équivalent de 10 citernes de 35 mètres cube. Cela ferait une quantité de 462 kilotonnes de Co2 à rejeter dans l'atmosphère tous les ans. En termes financiers, cela peut coûter entre 4.000.000.000 et 5.000.000.000 CFA de pénalités par an au titre de contribution au « fonds carbone » auquel contribuent les pays développés pour le financement de contrepartie des pollutions atmosphériques engendrées par leurs usines.

En outre, j'ai appris que la centrale sera construite sur les collines qui sont à Harobanda, derrière le fleuve. Peut-être que le vent ne souffle pas en direction de la ville ; mais le jour où cela va se produire, centre urbain sera soumis à des fumées de combustion du diesel, sans compter les risques que nous respirions du Co2. C'est inévitable, et même sûr ; surtout quand on lit les rapports d'impact environnemental pour la centrale de Salkadamna, bien qu'elle soit à charbon. Voici ce que dit le rapport : « la mise en place du projet aura des impacts négatifs importants sur les composantes environnementales et sociales des sites concernés, telles que : vibration, pollution par des affluents, de l'huile qui risquent de gâter la qualité de l'eau, le bruit, la qualité de l'air...etc. » Donc vous voyez, ces types de centrales sont toujours génératrices d'inconvénients et d'agressions contre l'environnement ; et c'est pourquoi il y'a justement eu le protocole de Kyoto qui invite les pays industrialisés à prêter une attention particulière, lorsqu'ils conçoivent de tels projets.

Que faire ?

Pour les raisons susmentionnées, en tant que spécialiste du solaire dans un pays ensoleillé, je suis en train de mener aujourd'hui un véritable combat pour inviter mes concitoyens à fournir l'effort,

d'aller vers l'exploitation de la ressource solaire. Une centrale solaire à concentration, CSP (Concentrated, Solar Power Plant), ça existe. L'Espagne est en passe d'en installer une d'une puissance de 1789 MW ; en Californie (USA) cela va faire bientôt 40 ans, depuis 1986, qu'une telle centrale en fonctionnement existe. Personnellement j'ai invité les responsables de la NIGELEC à y envoyer nos ingénieurs pour voir et appréhender les problèmes que posent tant l'implantation que les charges de suivi et de maintenance des telles centrales. Parce que, qu'on le veuille ou non, les sources d'énergie comme le pétrole, le charbon et même l'uranium sont des énergies fossiles qui sont en train de s'amenuiser ; et en s'amenuisant, elles coûtent de plus en plus chères. Lorsqu'on a des ambitions, des visions d'avenir pour son pays, je pense qu'il faut aller vers la ressource qui va nous assurer la pérennité de notre approvisionnement en énergie électrique ; Et je crois que chez nous, cette ressource est disponible, c'est-à-dire le soleil. Donc une centrale solaire thermodynamique à concentration de 100 MW, comparée à celle de Gorou banda, est capable de produire avec le niveau d'ensoleillement que je connais au Niger, jusqu'à 800 GW par an d'électricité. Pour la construire il faut compter 3 à 4ans. Si le projet est bien ficelé, il va incorporer l'exigence de la formation d'ingénieurs, techniciens supérieurs et autres maintainiers. Ainsi on fera travailler en synergie le centre national d'énergie solaire, la faculté des sciences, et l'EMIG. Une pareille centrale solaire serait une grande première et fera du Niger le leader en Afrique de l'Ouest.

Revenons maintenant aux termes techniques : la centrale dis-je, produirait au moins 800 GW et aura l'avantage de nous assurer la formation d'un pool de compétences en matière de solaire ; elle coûtera environ 300 milliards de FCA et je crois que c'est peut-être ça le problème. On trouvera certes l'investissement initial très élevé, mais une fois que réalisée, elle commence tout de suite à se rentabiliser, parce qu'elle tourne sans diesel, ni charbon. Sa source c'est le soleil ; vous n'aurez plus que les coûts du personnel à supporter. Faites le calcul et comparez !

(Suite page 7)

MALI : KOULOUBA 2013

Oumar Mariko

L'homme de la situation

Par HB Tchernon



Un panafricaniste au dessus de tout soupçon

Les maliens se rendront aux urnes le 28 juillet prochain pour élire celui qui va présider pendant cinq (5) ans aux destinées du pays. Vingt huit (28) candidats sont en lice. Parmi les plus connus, Oumar Mariko, qui va défendre les couleurs du parti Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI).

La Cour constitutionnelle a proclamé, le 2 juillet, la liste provisoire des candidats à l'élection présidentielle prévue pour la fin du mois. Sur les trente six (36) candidats ayant déposé leurs dossiers au greffe de la haute juridiction, huit (8) ont été recalés pour non versement de la caution et insuffisance du nombre de parrainages. Parmi les candidats autorisés à se lancer dans la course, la plupart sont des abonnés au scrutin présidentiel. Dans les rangs des dinosaures figurent quatre (4) anciens Premiers ministres à savoir Ibrahim Boubacar Keïta alias IBK, Modibo Sidibé, Soumana Sacko et Cheick Modibo Diarra; des anciens ministres comme Soumaila

Cissé, Tiébilé Dramé, Choguel Maïga, héritier politique de l'ex chef de l'Etat, Moussa Traoré. On retrouve aussi dans la course d'autres « poids lourds ».

Cette bataille pour la magistrature suprême ne se jouera pas seulement entre hommes. Mme Haïdara Aïchata Cissé, ex-parlementaire, est aussi de la partie. A côté des mastodontes, il y a de nouvelles têtes qui vont pour la première fois à la conquête du prestigieux fauteuil présidentiel. L'un d'entre eux est un jeune ingénieur de 46 ans : Dramane Dembele. Il a été investi contre toute attente par l'Alliance pour la Démocratie au Mali (Adema), la principale force politique du pays. La liste des parfaits inconnus comprend également un entrepreneur, deux fonctionnaires et le patron d'une caisse d'épargne. Visiblement, parmi la pléthore de prétendants, certains se sont déclarés candidats à la présidence uniquement pour amuser la galerie, et être dans la position de réclamer au futur vainqueur une part dans le partage du gâteau.

En revanche, d'autres candidatures qui n'entendent nullement faire de la figuration soulèvent déjà l'ire de la francophonie. Dans ce lot se trouve le candidat du SADI, porte drapeau de la Gauche radicale et panafricaniste

malienn. Oumar Mariko a été investi candidat le 19 mai 2013 à Sikasso après avoir recueilli le parrainage record de 84 conseillers municipaux et s'être acquitté de la caution fixée à 10 millions de F.CFA. Aux dires de ses partisans, ce choix a été motivé par ses valeurs d'homme d'Etat, sa constance dans la défense des idéaux du parti, son engagement dans les luttes sociales, pour la défense des services publics, contre les privatisations sauvages, le bradage des ressources stratégiques du pays.

De tous les prétendants sérieux à la présidentielle 2013, Oumar Mariko est le candidat qui a reçu le plus grand nombre de parrainages, ce qui fait de lui un super favori du scrutin au grand dam de ses ennemis jurés.

Qui est Mariko ?

Médecin de profession, le candidat du SADI est connu par une partie des maliens comme le fondateur de la clinique Médecins de l'Espoir -qui a pour but de venir en aide aux plus démunis- mais surtout comme le Directeur Général du réseau de communication Kayira qui compte une dizaine de radios de proximité à travers le pays.

L'engagement politique de Mariko s'est forgé pendant son cursus scolaire et universitaire. D'abord, jeune lycéen, il a occupé des responsabilités importantes au sein des associations des élèves. Ensuite, après le Bac, il préside de 1990 à 1992 aux destinées de l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEM), position qui lui a permis de participer au Comité de transition pour le salut du peuple, après la chute de Moussa Traoré dont il fut l'un des artisans. La popularité du leader remonte à cette époque au cours de laquelle, il s'est singularisé par ses dénonciations de l'impérialisme et de ses valets maliens. Pour ses fans, le parcours de Mariko se confond avec celui des grands révolutionnaires d'où les surnoms de « Che Guevara » et d'Hugo Chavez malien dont ils l'affublent. Beaucoup de ses compatriotes gardent de lui l'image du bouillant leader étudiant qui a été à l'avant-garde

des luttes pour la revendication démocratique. Sa passion pour la défense de l'idéal démocratique et son engagement pour la cause des déshérités remonteraient à cette période.

Déçu par la confiscation de la révolution de mars 1991 par la bourgeoisie néocoloniale locale, il décide, avec d'autres camarades-dont le célèbre cinéaste Cheikh Oumar Cissokho-, de peser sur l'avenir du pays en créant un mouvement politique dénommé Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI). Les résultats électoraux lors des législatives de 2007 (6 députés) et des communales de 2009 (254 conseillers et 15 maires) attestent de la percée du parti qui réalise ses meilleurs scores dans le cercle de Koutiala. Oumar Mariko s'est présenté à la magistrature suprême en 2002 et 2007. Lors de ce dernier scrutin, il s'est classé 4ème derrière les gros calibres ATT et IBK et Tiébilé Dramé. Cette fois ci, l'ancien leader étudiant se lance dans la compétition avec plus de détermination pour permettre à son pays de relever la tête après la terrible humiliation infligée par l'ex puissance coloniale sous prétexte de la guerre contre les « méchants djihadistes ».

Interrogé sur les chances de leur candidat, Nouhoum Keïta, Secrétaire administratif du parti assure que le Dr Mariko « *peut gagner cette élection, car le parti Sadi se distingue nettement des autres partis par son projet de société progressiste... efficace pour résoudre les problèmes des populations* ».

Certes, le porte étendard du SADI n'a pas les moyens financiers et logistiques de ses concurrents de « l'establishment » qui n'hésiteront pas à distribuer du sucre, du sel et des pagens pour séduire les électeurs. Malgré ce handicap, il n'entend pas jouer le rôle de faiseur de roi dans lequel ses détracteurs veulent le confiner. En dépit des obstacles, Mariko croit à ses chances de ravir le prestigieux fauteuil. Pourquoi ? Premièrement, parce qu'il a les qualités humaines et morales pour réaliser cette prouesse. Sa probité ne souffre d'aucun doute

d'autant plus que contrairement à certains de ses challengers, son nom n'a jamais été associé aux nombreux scandales politico financiers qui ont émaillé l'histoire du pays depuis 1992. Dans la faune politique, c'est un oiseau rare, car des leaders politiques, intègres comme lui, on n'en compte pas beaucoup dans la sous région. Deuxièmement, parce que le rêve d'un Grand Mali l'habite. Dans ce rêve qu'il résume dans un document intitulé « *Mon engagement pour le Mali* », Dr Mariko promet de rendre la fierté à ses concitoyens en restaurant la souveraineté de son pays sur ses ressources stratégiques, en renationalisant les entreprises publiques privatisées par les précédents gouvernements, en réconciliant l'Etat et le peuple, en mettant fin aux expropriations des terres des paysans, en récupérant l'argent volé aux maliens, etc.

Un candidat qui dérange

La candidature d'Oumar Mariko est farouchement combattue à l'extérieur par les dirigeants zélés de la CEDEAO et leur parrain français. Qu'est ce qui justifie cette animosité hors des frontières vis-à-vis du leader du SADI ? La réponse est toute simple. La candidature du Docteur dérange parce qu'il est un anti impérialiste convaincu. Mariko ne fait pas mystère de ses intentions de couper le cordon ombilical avec la Francophonie à travers le renforcement de la coopération Sud-Sud. Si les maliens décident de l'envoyer à Koulouba, cela signifie clairement pour Paris et d'autres capitales, la fin du pillage des richesses du pays. Deuxième élément qui justifie l'inimitié de Hollande à son égard, la proposition du candidat de faire suivre au Mali une autre voie que celle tracée par les institutions de Brettons Wood. Troisièmement, l'Elysée lui en veut parce qu'il s'est opposé à travers des marches gigantesques et des déclarations fracassantes à l'intervention militaire étrangère dont le but inavoué est de reprendre le contrôle des richesses du pays. Preuve que Paris ne lui pardonne

(Suite page 7)

FERMETURE DU CAMP DE CHOUCHA

La descente aux enfers des réfugiés

Annoncée depuis plusieurs mois par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés en Tunisie (HCR), la fermeture du camp de Choucha a eu lieu le 30 juin dernier. C’est le début de la descente aux enfers pour les oubliés du camp.

Installé en plein désert à la frontière tuniso -libyenne, ce camp a été ouvert en février 2011 par le HCR pour servir de transit aux milliers de personnes fuyant la guerre déclenchée par l’OTAN pour se débar-rasser de Mammouar Kadhafi. Pendant 2 ans, le camp a accueilli de milliers de réfugiés, de 22 nationalités diffé-rentes dont beaucoup de subsahariens. Etablis depuis plusieurs années pour la plupart en Libye, les occupants ont fui la chasse aux sorcières déclenchée par les mi-lices qui ont pris le contrôle du pays après la chute de l’ancien régime.

Conséquence du démantèlement du camp de Choucha, l’électricité et l’eau ont été coupés. Un contingent des forces de l’ordre est resté sur les lieux pour veiller sur la sécurité de 250 personnes qui refusent de partir. Certains d’entre eux sont des réfugiés, d’autres des demandeurs

d’asile. La plupart avaient abandonnés leur pays d’origine à cause de la guerre ou de la dictature. Il s’agit notam-ment des bangladais, des somaliens, des éthiopiens et tchadiens. Aujourd’hui, ils ne peuvent y retourner, sans mettre leur vie en danger.

Le HCR justifie la fermeture du camp par le fait que celui ci était « une solution temporaire pour les réfugiés » fuyant la crise libyenne de 2011. Aujourd’hui, déclare l’agence onusienne, « il n’a plus sa raison d’être », malgré le non aboutissement des négociations pour leur réinstal-lation dans d’autres pays notamment aux Etats-Unis.

Quel sort pour la communauté résiduelle après le départ des représentants des organisations humanitaires qui ont suspendu toutes les prestations fournies aux réfugiés (ali-mentation, enseignement, animation, soins...). Nul ne le sait encore. Pour le moment, une partie des migrants tente de mener une existence normale sur les ruines du camp. Certains d’entre eux observent depuis le 2 juillet 2013 un sit-in devant le siège du ministère des droits de l’homme pour dénoncer la rupture de fourniture de ser-vices essentiels et demander la régularisation de leur si-tuation juridique.

Révoltés par cette situation, certains ont déclaré aux mé-dias qu’ils ne quitteront pas le camp et qu’ils préfèrent périr dans le Sahara que de se jeter dans l’inconnu. « Au-jourd’hui, nous sommes sans tente à la belle étoile, sans eau et en plein désert. Nous avons des enfants malades. Certains sont nés au camp de Choucha. Depuis 8 mois nous endurons le calvaire. Même l’eau a été coupée. Quel

est notre avenir. Nous ne pouvons revenir à notre pays, ni rester en Tunisie. Va-t-on nous abandonner dans le Sahara jusqu’à la mort ? Les Nations-Unies, nous laissent sans eau. Nous sommes venus chercher la sécurité. Nous ne l’avons pas trouvée » a déclaré une réfugiée d’origine subsaharienne.

Que faire pour venir en aide à ces personnes en détresse ? Le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et So-ciaux, (FTDES), et d’autres organisations européennes multiplient les actions de communication et de plaidoyer pour attirer l’attention de l’opinion publique sur le drame humanitaire qui se joue dans cette partie du monde, loin des projecteurs des médias. Au siège du FTDES, on es-time que le gouvernement tunisien doit prendre la relève après le retrait du HCR, car la situation des occupants du camp pose un problème humanitaire. Cette reprise en mains doit se traduire par la délivrance immédiate de ti-tres de séjour, la fourniture de prestations de service abandonnées par les agences humanitaires de l’ONU.

Nicanor Haon, responsable de la migration au sein FTDES craint que l’absence de solutions à leurs pro-blèmes pousse quelques uns à des réactions de désespoir comme l’assaut de la forteresse européenne à travers des embarcations de fortune. C’est pourquoi, la mobilisation internationale pour arrêter cette descente aux enfers des migrants doit se poursuivre au nom de la dignité hu-maine.

H.B.T

MALI : KOULOUBA 2013 (suite de la page 6)

toujours pas cette outrecuidance, en Avril 2012, sa demande de visa Schengen a été re-jetée sans raison valable. Il devrait se rendre dans plusieurs capitales européennes pour éclairer les opinions publiques sur la situa-tion au Mali et les conséquences humani-taires de l’opération Serval. Quant aux chefs d’Etat comme Alassane Ouattara et Cie, ils ne lui pardonnent pas le soutien apporté au capitaine Sanogo dans le bras de fer qui l’a opposé à la CEDEAO. Enfin, la candida-ture de Mariko gêne du seul fait qu’elle a reçu le soutien de plusieurs partis de Gauche d’Amérique Latine, d’Afrique qui ne sont pas des partenaires acceptables aux yeux des dirigeants occidentaux.

A l’intérieur du pays, la candidature du lea-der du SADI empêche aux dinosaures poli-tiques locaux de dormir tranquille. Conscients de la force électorale de l’inté-ressé, et n’ayant aucun projet de société cré-dible à proposer aux maliens, ses adversaires veulent l’écarter à tout prix de la compéti-tion. Signe de la panique qui s’est emparée de ses concurrents, la campagne de dénigre-ment à grand frais orchestrée contre lui dans les médias. Cette cabale a un air de déjà-vu. Ses ennemis n’écarteront même pas le sombre projet de la liquidation physique. En février 2013, il a été kidnappé en plein jour à Bamako. Devant la forte mobilisation de ses amis, ses ravisseurs finissent par en-tendre raison en le libérant.

Aujourd’hui, encore ils reviennent à la charge avec la levée, en début de semaine dernière, de son immunité parlementaire

demandée par le ministre de la Justice pour le contraindre à répondre à une burlesque accusation d’assassinat de deux étudiants. Ce qui revient à chercher des poux sur un crâne rasé.

Intervenant à quelques jours du coup d’en-voi de la campagne électorale, cette sordide machination vise à l’empêcher d’aller à la rencontre du peuple dans le seul but d’ou-vrir le boulevard de Koulouba au candidat choisi par le prétendu sauveur de la désinté-gration du pays. Suivez mon regard ! En dépit de tous ces obstacles dressés les chances du candidat du SADI sont intactes.

Mariko est le seul qui incarne la rupture avec l’ordre établi, celui qui peut se prévaloir de parler au nom des millions de ses com-patriotes ruinés par des politiques publiques antisociales. En effet, pendant de nom-breuses années, il a été l’ardent défenseur des couches populaires en particulier les tra-vailleurs de la mine de Morila, les rizicul-teurs de l’Office du Niger. C’est aussi un homme modeste, accessible à tout le monde. Sa proximité avec le peuple, sa dé-termination marquée par son engagement dans les luttes sociales, son courage poli-tique à affronter les défis auxquels fait face aujourd’hui le Mali font de lui « l’homme de la situation ». Il revient à chaque électeur de prendre l’exacte mesure des enjeux de ce scrutin. Gageons que le peuple malien saura démasquer et sanctionner les respon-sables de l’effondrement actuel du Mali !

INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE AU NIGER (suite de la page 5)

Au bout de combien de temps, on peut avoir besoin de renouveler cer-taines pièces ?

Je ne veux pas mentir. C’est pourquoi j’ai pris la précaution de préciser que j’ai toujours demandé à mes collègues de la NIGELEC d’aller aux Etats-Unis, en Californie précisément où il existe une expérience d’une quarantaine d’années de fonctionnement de CSP, pour appréhender les problèmes susceptibles de se poser relativement au renouvellement de matériels et autres. J’ai personnelle-ment été formé aux USA dans une centrale solaire à concentration. Mais, je n’y suis resté que trois mois. Et puis, c’était la première centrale réalisée aux Etats Unis. Donc, je n’ai vu que ce prototype. Je ne connais pas tous les incidents de marche et toutes les difficultés que cela peut soulever. Mais enfin, je continue à suivre, grâce à l’internet, la marche de ces centrales et je vois qu’elles sont en train de prospérer dans le monde. Le Maroc vient de faire un projet d’une de 20 MW, l’Algérie programme la réalisation d’une de 7200 MW à l’horizon 2020, pourquoi pas le Niger ? Pourquoi rester les bras ballants, alors que nous avons la ressource ? Voilà ma préoccupation.

Abu Dhabi vient de réaliser et inauguré le 18 Mars 2013 SHAMS 1 qui est la plus grosse centrale thermodynamique à concentration de 100 MW, et cela lui a couté 300 Milliards de Francs CFA, soit 600 Millions de Dollars. Abu Dhabi est un pays qui nage sur du pétrole. Il y a des réserves de plus de 93 Milliards de Barils. Nous, nous n’avons que 3,5 Milliards. Est-ce parce que ces gens ne sont pas intelligents ? Non ! Des pays pétroliers sont déjà en train de miser sur le so-laire ; nous, pays du solaire, maigrement pétrolier, allons-nous restés assis les bras croisés ? Je pense que c’est un cri de cœur que je lance !

Et pour la petite histoire, à propos du moteur solaire thermodynamique à concentration, on peut dire que notre compatriote Abdou Moumouni est l’un des pionniers, inventeurs de ces types d’application. En juin 1973 déjà, à Paris, en ma présence, il a pour la première fois exposé la réalisation de ce type de cen-trale solaire, en disant qu’il allait y ajouter une source chaude à collecteur cylin-dro-parabolique. Aujourd’hui on peut constater que son idée a été “piquée” et réalisée par les Américains qui, dès 1984 en Californie, vont installer les pre-mières centrales du genre.

Propos recueillis par Diori Ibrahim

VIE D'ARTISTE

Amy, une comédienne de talent

A vingt huit ans Aminata Abdoulaye Hama alias « Amy Koita » est une des comédiennes les plus en vue au Niger. Toute petite, elle avait un penchant pour les arts du spectacle. A l'école, elle jouait dans les troupes de théâtre lors des soirées culturelles. C'est véritablement en 2005 à la faveur des 5ème Jeux de la Francophonie tenus à Niamey qu'elle entrera dans le monde de la culture. Elle séchait ses cours au lycée pour se rendre aux répétitions de la comédie musicale de l'ensemble kotéba du célèbre artiste ivoirien Souleymane Koly, au programme de la cérémonie d'ouverture des Jeux. Un coup d'essai et ce fut l'envol d'une carrière ! Sur ses 1m 60, avec son air pétillant, Amy sait bien allier charisme et savoir faire.

Audacieuse, elle ouvre la porte du théâtre et enchaîne les rôles. Avec les Tréteaux, une compagnie nigérienne de théâtre, elle entame une tournée de six (6) mois à travers la France. En 2009, elle remporte la médaille d'or en danse contemporaine d'inspiration traditionnelle lors des 1ers Jeux de la CEN SAD (Communauté des Etats sahélo sahariens). Un an avant, elle était en résidence de création aux *Récréatrasles de Ouagadoudou*, un projet ambitieux lancé par Etienne Minoungou un comédien dramaturge et Ildevert Méda, un metteur en scène. Son talent frappe le metteur en scène suisse Fabrice Gorgerat qui l'a fait jouer le rôle de la fille des poissonniers dans *Poiscaille*



La rage de réussir

Paradis (cel 827 6353) un texte du congolais Dieudonné Niangoura. Le spectacle créé en mai 2010 à Grand Bassam en Côte d'Ivoire et à Ouagadougou sera en tournée à Niamey, Cotonou, Lomé, Ouaga et Abidjan, avant

d'égayer le public européen. La jeune comédienne ne s'arrêtera pas là. Elle multipliera les formations. De Grand Bassam dans le cadre du chantier panafricain d'art dramatique aux ateliers du Centre Culturel Franco Nigérien Jean Rouch, en passant par des stages en France, Amy tissera les lauriers de sa couronne et va s'imposer dans le monde du théâtre au Niger. Des réalisateurs feront recours à elle pour jouer dans leurs films ou assurer le maquillage sur les plateaux de tournage. C'est ainsi qu'elle jouera dans les séries télévisées *Soneba* et *Lycée Amintchi*, dans le court métrage *Bouk City* et dans «*Mon retour au pays* » le dernier long métrage du jeune réalisateur nigérien Moussa Djingarey.

Elle est aussi sollicitée pour assurer des cours de théâtre aux jeunes du lycée d'excellence et du lycée français de Niamey.

Battante, Amy qui aime dire qu'elle a plusieurs cordes à son arc, tient un salon de coiffure et gère le restaurant d'Alternative Espaces Citoyens où ses clients apprécient son sens de l'humour et surtout son talent de cordon bleu.

Ambitieuse, elle rêve de se perfectionner dans une grande école de Beaux Arts et conquérir d'autres espaces en Afrique et dans le monde.

Albert Chaibou

Islam, politique et ingérences extérieures

(Suite de la page 4)

rente des monopoles exige la complicité active de l'État. Le discours idéologique (« le virus libéral ») proclame « pas d'État » ; tandis que sa pratique est : « l'État au service des monopoles ».

La zone des tempêtes

Mao n'avait pas tort lorsqu'il affirmait que le capitalisme (réellement existant, c'est-à-dire impérialiste par nature) n'avait rien à offrir aux peuples des trois continents (la périphérie constituée par l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine – cette « minorité » qui rassemble 85% de la population de la planète !) et que donc le Sud constituait la « zone des tempêtes », c'est-à-dire des révoltes répétées, potentiellement (mais seulement potentiellement) porteuses d'avancées révolutionnaires en direction du dépassement socialiste du capitalisme.

Le « printemps arabe » s'inscrit dans cette réalité. Il s'agit de révoltes sociales potentiellement porteuses de la cristallisation d'alternatives, qui peuvent à long terme s'inscrire dans la perspective socialiste. C'est la raison pour laquelle le système capitaliste, le capital des monopoles dominants à l'échelle mondiale, ne peut tolérer le développement de ces mouvements. Il mobilisera tous les moyens de déstabilisation possibles, des pressions économiques et financières jusqu'à la menace militaire. Il soutiendra, selon les circonstances, soit les fausses alternatives fascistes ou fascistes, soit la mise en place de dictatures militaires. Il ne faut pas croire un mot de ce que dit Obama. Obama, c'est Bush, mais avec un autre langage. Il y a là une duplicité permanente dans le langage des dirigeants de la triade impérialiste (États-Unis, Europe occidentale, Japon).

Je n'ai pas l'intention, dans cet article, d'examiner avec autant de précision chacun des mouvements en cours dans le monde arabe (Tunisie, Libye, Syrie, Yémen et autres). Car les composantes du mouvement sont différents d'un pays à l'autre, tout comme le sont les formes de leur intégration dans la mondialisation impérialiste et les structures des régimes en place. La révolte tunisienne a donné le coup d'envoi et certainement fortement

encouragé les Egyptiens. Par ailleurs le mouvement tunisien bénéficie d'un avantage certain : la semi laïcité introduite par Bourguiba ne pourra sans doute pas être remise en cause par les Islamistes rentrés de leur exil en Grande Bretagne. Mais simultanément le mouvement tunisien ne paraît pas être en mesure de remettre en question le modèle de développement extraverti inscrit dans la mondialisation capitaliste libérale.

La Libye n'est ni la Tunisie, ni l'Égypte. Le bloc au pouvoir (Khadafi) et les forces qui se battent contre lui n'ont rien d'analogues avec ce qu'ils sont en Tunisie et en Égypte. Khadafi n'a jamais été qu'un polichinelle dont le vide de la pensée trouve son reflet dans son fameux « Livre vert ». Opérant dans une société encore archaïque, Khadafi pouvait se permettre de tenir des discours successifs - sans grande portée réelle - « nationalistes et socialistes » puis se rallier le lendemain au « libéralisme ». Il l'a fait « pour faire plaisir aux Occidentaux » !, comme si le choix du libéralisme n'aurait pas d'effets dans la société. Or, il en a eu, et, très banalement, aggravé les difficultés sociales pour la majorité. Les conditions étaient alors créées qui ont donné l'explosion qu'on connaît, immédiatement mise à profit par l'Islam politique du pays et les régionalismes. Car la Libye n'a jamais vraiment existé comme nation. C'est une région géographique qui sépare le Maghreb et le Mashreq. La frontière entre les deux passe précisément au milieu de la Libye. La Cyrénaïque est historiquement grecque et hellénistique, puis est devenue mashrénine. La Tripolitaine, elle, a été latine et est devenue maghrébine. De ce fait, il y a toujours eu une base pour des régionalismes dans le pays. On ne sait pas réellement qui sont les membres du Conseil national de transition de Benghazi. Il y a peut-être des démocrates parmi eux, mais il y a certainement des islamistes, et les pires d'entre eux, et des régionalistes. Dès l'origine « le mouvement » a pris en Lybie la forme d'une révolte armée, faisant feu sur l'armée, et non celle d'une vague de manifestations civiles. Cette révolte armée a par ailleurs appelé immédiatement l'Otan à son secours. L'occasion était alors donnée pour une intervention militaire des puissances impérialistes. L'objectif poursuivi

n'est certainement ni la « protection des civils », ni la « démocratie », mais le contrôle du pétrole et l'acquisition d'une base militaire majeure dans le pays. Certes, les compagnies occidentales contrôlaient déjà le pétrole libyen, depuis le ralliement de Khadafi au « libéralisme ». Mais avec Khadafi on n'est jamais sûr de rien. Et s'il retournait sa veste et introduisait demain dans son jeu les Chinois ou les Indiens ? Mais il y a plus grave. Khadafi avait dès 1969 exigé l'évacuation des bases britanniques et états-uniennes mises en place au lendemain de la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, les États-Unis ont besoin de transférer l'Africom (le commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique, une pièce importante du dispositif du contrôle militaire de la planète, toujours localisé à Stuttgart !) en Afrique. Or l'Union Africaine refuse de l'accepter et jusqu'à ce jour aucun État africain n'a osé le faire. Un laquais mis en place à Tripoli (ou à Benghazi) souscrirait évidemment à toutes les exigences de Washington et de ses alliés subalternes de l'OTAN.

Les composantes de la révolte en Syrie n'ont jusqu'à présent pas fait connaître leurs programmes. Sans doute la dérive du régime baassiste, rallié au néo libéralisme et singulièrement passif face à l'occupation du Golan par Israël est-elle à l'origine de l'explosion populaire. Mais il ne faut pas exclure l'intervention de la CIA : on parle de groupes qui ont pénétré à Diraa en provenance de la Jordanie voisine. La mobilisation des Frères Musulmans, qui avaient été à l'origine il y a quelques années des insurrections de Hama et de Homs, n'est peut-être pas étrangère au complot de Washington, qui s'emploie à mettre un terme à l'alliance Syrie/Iran, essentielle au soutien de Hezbollah au Liban et de Hamas à Gaza.

Au Yemen l'unité s'était construite sur la défaite des forces progressistes qui avaient gouverné le Sud du pays. Le mouvement va-t-il rendre sa vitalité à ces forces ? Pour cette raison on comprend les hésitations de Washington et du Golfe.

A Bahrein la révolte a été tuée dans l'œuf par l'intervention de l'armée séoudienne et le massacre, sans que les médias dominants n'y aient trouvé à redire. Deux

poids, deux mesures, comme toujours. La « révolte arabe » ne constitue pas l'exemple unique, même si elle en est l'expression la plus récente, de la manifestation de l'instabilité inhérente à la « zone des tempêtes ».

Une première vague de « révolutions », si on les appelle ainsi, avait balayé certaines dictatures en Asie (les Philippines, l'Indonésie) et en Afrique (le Mali), qui avaient été mises en place par l'impérialisme et les blocs réactionnaires locaux. Mais ici les États-Unis et l'Europe étaient parvenus à faire avorter la dynamique de ces mouvements populaires, parfois gigantesques par les mobilisations qu'ils ont suscitées. Les États-Unis et l'Europe veulent répéter dans le monde arabe ce qui s'est passé au Mali, aux Philippines et en Indonésie : tout changer pour que rien ne change ! Là-bas, après que les mouvements populaires se sont débarrassés de leurs dictateurs, les puissances impérialistes se sont employées à ce que l'essentiel soit préservé par la mise en place de gouvernements alignés sur le néolibéralisme et les intérêts de leur politique étrangère. Il est intéressant de constater que dans les pays musulmans (Mali, Indonésie), l'Islam politique a été mobilisé à cet effet.

La vague des mouvements d'émancipation qui a balayé l'Amérique du Sud a par contre permis des avancées réelles dans les trois directions que représentent la démocratisation de l'État et de la société, l'adoption de postures anti-impérialistes conséquentes, l'engagement sur la voie de réformes sociales progressistes.

Le discours dominant des médias compare les « révoltes démocratiques » du tiers monde à celles qui ont mis un terme aux « socialismes » de l'Europe orientale à la suite de la chute du « mur de Berlin ». Il s'agit là d'une supercherie pure et simple. Car, quelles qu'aient été les raisons (compréhensibles) des révoltes en question, celles-ci s'inscrivaient dans la perspective de l'annexion de la région par les puissances impérialistes de l'Europe de l'Ouest (au bénéfice de l'Allemagne en premier lieu). En fait, réduits désormais au statut de « périphéries » de l'Europe capitaliste développée, les pays de l'Europe orientale connaîtront demain leur

révolte authentique. Il y en a déjà les signes annonciateurs, dans l'ex-Yougoslavie en particulier.

Les révoltes, potentiellement porteuses d'avancées révolutionnaires, sont à prévoir partout ou presque dans les trois continents, qui demeurent, plus que jamais, la zone des tempêtes, démentant par là les discours sirupeux sur le « capitalisme éternel » et la stabilité, la paix, le progrès démocratique qu'on lui associe. Mais ces révoltes, pour devenir des avancées révolutionnaires, devront surmonter de nombreux obstacles : d'une part, surmonter les faiblesses du mouvement, construire des convergences positives entre ses composantes, concevoir et mettre en œuvre des stratégies efficaces, mais aussi d'autre part mettre en déroute les interventions (y compris militaires) de la triade impérialiste. Car toute intervention militaire des États-Unis et de l'OTAN dans les affaires des pays du Sud, sous quelque prétexte que ce soit fût-il d'apparence sympathique - comme l'intervention « humanitaire » - doit être proscrite. L'impérialisme ne veut ni le progrès social, ni la démocratie pour ces pays. Les laquais qu'il place au pouvoir quand il gagne la bataille resteront des ennemis de la démocratie. On ne peut que déplorer que la « gauche » européenne, même radicale, ait cessé de comprendre ce qu'est l'impérialisme.

Le discours dominant aujourd'hui appelle à la mise en œuvre d'un « droit international » qui autorise en principe l'intervention lorsque les droits fondamentaux d'un peuple sont bafoués. Mais les conditions ne sont pas réunies pour permettre d'avancer dans cette direction. La « communauté internationale » n'existe pas. Elle se résume à l'ambassadeur des États-Unis, suivi automatiquement par ceux de l'Europe. Faut-il faire la longue liste de ces interventions plus que malheureuses, criminelles dans leurs résultats (l'Irak, par exemple) ? Faut-il rappeler le principe « deux poids, deux mesures » qui les caractérise (on pensera évidemment aux droits bafoués des Palestiniens et au soutien inconditionnel à Israël, aux innombrables dictatures toujours soutenues en Afrique) ?

Samir Amin